

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

SOCIETE REUNIONNAISE DE FINANCEMENT – SOREFI

Société Anonyme au capital de 8 155 785 €
Siège social : 5 rue André Lardy - 97 438 Sainte Marie - La Réunion
313 886 590 - RCS Saint-Denis de la Réunion

Comptes sociaux au 31 décembre 2024 approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2025.

I. — Bilan.

(En euros.)

Actif	Notes	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Caisse, banques centrales, C.C.P.		-	-
Effets Publics et valeurs assimilées	15 - 29a - 30	-	-
Créances sur les établissements de crédit	13 - 26a - 29a - 30	114 710	169
Opérations avec la clientèle	14 - 26a - 29a - 30	305 370	168 876
Obligations et autres titres à revenu fixe	15	-	24 250
Actions et autres titres à revenu variable	15	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	16	-	-
Parts dans les entreprises liées	16 - 29a	0	0
Crédit-bail et location avec option d'achat	17 - 26a	229 189	217 953
Location simple	17 - 26a	12 964	12 646
Immobilisations incorporelles	18	95	158
Immobilisations corporelles	18	747	761
Capital souscrit non appelé		-	-
Autres actifs	19	1 873	3 338
Comptes de régularisation	20	10 114	95 944
Total de l'actif		675 062	524 095

Passif	Notes	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Caisse, banques centrales, C.C.P.		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	21 - 29a - 30	607 266	278 061
A vue		113 493	28 028
A terme		493 773	250 033
Opérations avec la clientèle	22 - 29a - 30	200	182 004
A vue		200	239
A terme		-	181 766
Dettes représentées par un titre	23 - 29a - 30	-	-
Autres passifs	24	8 476	8 458
Comptes de régularisation	25	10 398	6 186
Provisions pour risques et charges	26	8 549	2 799
Dettes subordonnées	27 - 29a - 30	20 169	22 275
Fonds pour risques bancaires généraux		-	-
Capitaux propres hors FRBG	28	20 004	24 313
Dont Capital souscrit		8 156	8 156
Dont Primes d'émission		22 593	22 593
Dont Réserves		935	935
Dont Report à nouveau		-7 371	979
Dont Résultat de l'exercice		-4 308	-8 350
Total du passif		675 062	524 095

Hors bilan	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Engagements donnés		
Engagements de financement	21 786	28 989
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-

Engagements de financement en faveur de la clientèle	21 786	28 989
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements sur titres	-	-
Engagements sur instruments financiers à terme	-	-
Total	21 786	28 989
Engagements reçus		
Engagements de financement	-	-
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de financement reçus de la clientèle	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie	112 251	106 289
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie reçus de la clientèle	112 251	106 289
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements sur titres	-	-
Engagements sur instruments financiers à terme	-	-
Total	112 251	106 289

II. — Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés	02	22 523	11 797
Intérêts et charges assimilés	02	-8 620	-4 976
Produits sur opérations de Crédit-Bail et assimilés	03	103 066	94 842
Charges sur opérations de Crédit-Bail et assimilés	03	-77 624	-88 744
Produits sur opérations de location simple	03	4 737	4 898
Charges sur opérations de location simple	03	-4 284	-4 614
Revenus des titres à revenu variable	04	-	-
Commissions (produits)	05	2 882	3 735
Commissions (charges)	05	-7 486	-2 242
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	06	-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés	06	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	07	2 921	4 733
Autres charges d'exploitation bancaire	07	-17 726	-4
Produit net bancaire		20 388	19 426
Charges générales d'exploitation	08	-28 296	-24 316
Charges de personnel		-12 228	-7 379
Autres frais administratifs		-16 067	-16 938
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-297	-334
Résultat brut d'exploitation		-8 205	-5 223
Coût du risque	09	3 878	-3 212

Résultat d'exploitation		-4 327	-8 435
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	10	19	85
Résultat courant avant impôts		-4 308	-8 350
Impôt sur les bénéfices	11	-	-
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	12	-	-
Résultat net		-4 308	-8 350

III. — Affectation du résultat

Constatant que l'exercice 2024 se solde par un résultat déficitaire de 4 308 360,39 € et que la réserve légale est pleinement constituée, l'Assemblée générale décide d'affecter l'intégralité du résultat de l'exercice au compte « Report à Nouveau ».

Ainsi, le compte « Report à Nouveau » sera établi à - 11 679 118,60 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, relative à l'information sur les distributions de dividendes au titre des trois exercices précédents :

- il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre de l'exercice 2021, l'assemblée générale annuelle du 31 mai 2022 ayant décidé d'affecter l'intégralité du résultat de l'exercice au compte « Report à Nouveau » ;
- il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre de l'exercice 2022, l'assemblée générale annuelle du 31 mai 2023 ayant décidé d'affecter l'intégralité du résultat de l'exercice au compte « Report à Nouveau ».
- il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre de l'exercice 2023, l'assemblée générale annuelle du 30 mai 2024 ayant décidé d'affecter l'intégralité du résultat de l'exercice au compte « Report à Nouveau » ;

Nous vous informons que la Société a supporté une charge de 31 761,67 euros au titre de l'article 39-4 du Code Général des Impôts au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. — Notes annexes aux comptes sociaux

Note 1. – Principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

Les comptes sociaux de SOREFI S.A. ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-07 du 26 novembre 2014. Le règlement n°2020-10 de l'ANC du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC n°2014-07 et portant principalement sur l'épargne réglementée et le prêt de titres n'a pas eu d'impact sur les comptes de SOREFI S.A. au 31 décembre 2024.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

SOREFI S.A. présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2024 a été marqué par les événements significatifs suivants :

1. – Signature d'un accord collectif portant rupture conventionnelle

Au terme d'une négociation engagée en mai 2024, la direction de la SOREFI et les organisations syndicales représentatives de la société ont signé, le 29 août 2024, un accord portant rupture conventionnelle collective au sein de SOREFI, étant précisé que 23 salariés sont partis ou partiront dans le cadre de cette rupture conventionnelle collective au plus tard le 31 mars 2025.

2. – Projet de transformation du Groupe CCF

Lors de la réunion du conseil d'administration de My Money Bank en date du 3 décembre 2024, le directeur Général de My Money Bank a présenté le projet de transformation du Groupe à horizon 2026.

Ledit projet a également été présenté, pour discussion, au CSE de My Money Bank lors de la réunion s'étant tenue le 4 décembre 2024. Ce projet comprend notamment 270 initiatives regroupées en 31 programmes représentant 202 millions d'euros d'économies nettes, ainsi que des investissements stratégiques de 100 millions d'euros, hors TVA, pour mener à bien toutes ces initiatives.

Le conseil d'administration de la société CCF Holding a décidé le même jour de mettre en place un comité Ad Hoc du conseil d'administration (« Phoenix Committee ») afin de suivre le projet de transformation du Groupe et les investissements stratégiques y afférents au niveau du Groupe, ayant une fréquence à minima mensuelle.

3. – Opérations de titrisation et de refinancement

Liquidation des FCTs

Conformément à sa stratégie de refinancement, le groupe a procédé au cours du premier trimestre 2024 au rachat total des portefeuilles cédés aux fonds EmeraldOne et SapphireOne Auto 2022-1 entraînant la liquidation de ces fonds, pour un montant de respectivement 269 et 480 millions d'euros avec amortissement total de l'ensemble des passifs en date du 26 février 2024.

4. – Conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société – Effet du changement climatique et stratégie bas-carbone

CCF Holding publie dans son rapport de durabilité – CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) ses impacts, risques et opportunités sur les dimensions environnementales, sociales et de gouvernance ainsi que le pilotage mis en place sur l'ensemble de ces enjeux.

Ce rapport décrit notamment les risques financiers liés aux effets du changement climatique ainsi que les mesures prises par le Groupe CCF pour les réduire.

Les informations contenues dans ce rapport de durabilité concernent l'ensemble des entités du Groupe CCF dont SOREFI fait partie.

Le Groupe est principalement exposé aux risques climatiques au travers de ses activités de financement, de ses activités d'investissement, via la détention de titres principalement émis par des entreprises ou des Etats, des agences et biens immobiliers qu'il possède ou qu'il occupe (agences et siège en France et dans les Doms).

5. – Opérations de cession de créances au cours de l'année 2024

Au cours de l'année 2024, la société Sorefi a réalisé trois opérations de cession de créances d'encours douteux pour un montant total de 23 M€. La première en avril 2024, la seconde en juillet 2024 et enfin la dernière en octobre 2024. Les deux dernières opérations s'inscrivent dans le contexte de « Forward Flow » contractualisées avec EOS.

Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthodes n'a affecté les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Opérations de crédit-bail et de location simple

Propriétaire des matériels qu'elle donne en crédit-bail et en location simple, la société les inscrit en immobilisations, à l'actif de son bilan, pour leur coût d'acquisition.

Les biens détenus font l'objet majoritairement d'un amortissement linéaire et pour une partie non significative de l'encours d'un amortissement dégressif. La durée d'amortissement retenue est la durée normale d'utilisation des biens concernés.

Les véhicules sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans depuis juin 2015.

Les moins-values comptables de cessions sont comptabilisées dans les charges sur opérations de crédit-bail.

Immobilisations temporairement non-louées

Le compte des immobilisations temporairement non-louées regroupe l'ensemble des matériels dont le contrat a été résilié ou est arrivé en fin de période de location. La valeur nette des immobilisations temporairement non louées fait l'objet d'une dépréciation à 100 %.

Comptabilité financière

Pour les besoins de la consolidation du Groupe CCF, la société SOREFI S.A. émet une balance générale en normes comptables françaises sur la base d'une vision économique (Comptabilité financière).

L'encours financier correspond au capital restant dû à la date de la dernière échéance facturée autrement dit à l'investissement réalisé, c'est-à-dire au prix d'acquisition, hors taxes récupérables, du matériel loué figurant en immobilisation de crédit-bail et de location simple à l'actif du bilan.

L'amortissement financier correspond à la part du loyer hors taxe affectée à l'amortissement du montant initial financé après rémunération à un taux d'intérêt déterminé du capital restant dû.

La différence entre le résultat comptable et le résultat financier issu de la comptabilité financière constitue la réserve latente ou marge financière. La note 14 décrit le passage du bilan social au bilan financier, justifiant ainsi la marge financière.

Créances sur la clientèle

Les crédits à la clientèle sont répartis selon la nature des concours : comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle avec une segmentation sur la base d'attributs en deux grandes catégories, le financement aux particuliers et aux entreprises d'une part et la location d'autre part.

Les créances sur la clientèle sont ventilées entre encours sains et encours douteux. Par ailleurs, les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées.

Dans le financement aux particuliers et aux entreprises, nous distinguons :

- le crédit Vente à Terme (VAT) ;
- le crédit automobile ;
- l'équipement des ménages ;
- les prêts personnels ;

Dans la location automobile, nous distinguons :

- pour les entreprises : la Location Longue Durée et le Crédit-Bail ;
- pour les particuliers : la Location avec Option d'Achat.

Conformément au règlement de l'ANC 2014-07, Livre II, les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode linéaire, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Créances saines

Les créances saines sont celles qui, lors de l'analyse périodique qui est réalisée par la société, ne présentent pas de risque de non-recouvrement et dont les échéances impayées sont inférieures ou égales à trois mois.

Créances douteuses

SOREFI S.A. applique la réglementation définie par le règlement ANC 2014-07, Livre II, titre II relatif au risque de crédit. Ce règlement précise qu'une créance est déclassée en créance douteuse lorsqu'elle présente une des caractéristiques suivantes :

- un risque probable ou certain de non-recouvrement (impayés depuis plus de trois mois en matière de crédit et crédit-bail mobilier) ;
- un risque avéré sur la contrepartie (dégradation de la situation financière, procédure d'alerte) ;
- l'existence d'une procédure contentieuse.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, indépendamment de l'existence d'une garantie.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié prenant en compte l'existence d'une éventuelle garantie. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. L'identification en encours douteux compromis intervient nécessairement au plus tard à la échéance du terme. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas la « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné, et l'encours porté à nouveau en encours sain, lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

Créances restructurées

Les créances restructurées sont des créances dont les conditions de remboursement ont été modifiées à des conditions afin d'alléger les mensualités, soit à la demande du client pour une renégociation de taux ou de durée consécutif à une situation financière dégradée pour le client, soit à la suite d'un jugement en application de la loi Neiertz.

Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur peuvent également être à nouveau inscrites en encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Après retour en encours sain, lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux. Ces créances restructurées incluent les reports d'échéances liés à la crise sanitaire de 2020.

Dépréciations

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte.

Les dépréciations sont calculées créance par créance en appliquant un taux de dépréciation déterminé sur la base d'un taux de récupération, dont le calcul est fondé sur un historique de données collectées dans le temps.

Elles sont déterminées selon une fréquence mensuelle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les courbes utilisées pour déterminer les dépréciations sur les encours douteux sont les suivantes :

- Une segmentation « Auto Particuliers »
- Une segmentation « Auto Entreprises »
- Une segmentation de crédit consommation (prêt personnel et crédit revolving).

Les dotations et reprises sur dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par cette dépréciation figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque pour la fraction en capital des créances et sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » pour la partie intérêts des créances.

Le fait déclencheur du passage en pertes des créances correspond à l'événement justifiant comptablement et fiscalement le passage en pertes. Le passage en pertes est la conséquence de la preuve de l'irrecouvrabilité de la créance. Il en résulte sur le plan comptable, sa constatation en perte et la sortie du bilan de la créance comptable. Cette sortie s'accompagne le cas échéant par la reprise de provision rattachée à la créance.

Les créances sur la clientèle figurent au bilan pour leur montant net de dépréciations. Les dépréciations affectées, appréciées en fonction de la probabilité de perte finale, sont portées en déduction du poste de l'actif correspondant.

Au passif du bilan, sont inscrites les provisions concernant les engagements par signature ainsi que les provisions destinées à couvrir le risque de non-recouvrement constituées dès l'octroi des financements sur la clientèle.

Provisions sur portefeuilles homogènes

En plus des dépréciations spécifiques présentées ci-dessus, la société comptabilise au passif du bilan une provision pour risque de crédit identifié, sur la base de portefeuille d'encours homogène et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

Provision pour marge financière négative

Lorsque la marge financière afférente aux opérations de crédit-bail et aux opérations assimilées est négative, une provision est constituée dans les comptes sociaux, inscrite au passif du bilan. Cette analyse est réalisée pour l'ensemble du portefeuille de crédit-bail concerné, les dossiers de crédits-baux présentant une marge financière négative étant compensés par les dossiers de crédit-baux à marge positive. Au 31 décembre 2024, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre.

Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de charge.

Comptes créditeurs de la clientèle

Les comptes créditeurs de la clientèle sont ventilés en fonction de leur durée initiale (à vue, à terme). La clientèle inclut la clientèle non financière et la clientèle financière.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur valeur d'apport. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

- Agencements et mobilier de bureau : 10 ans linéaire ;
- Matériels : de 3 à 5 ans linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet ;
- Logiciels acquis :
 - 12 mois linéaire pour les logiciels communs du marché ;
 - 5 ans linéaire pour les logiciels complexes, ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place.

Dettes subordonnées

La société a contracté auprès de CCF Holding des dettes subordonnées. Ces dettes correspondent à une partie des emprunts souscrits par CCF Holding auprès du marché. Les dettes subordonnées, portées par CCF Holding auprès du marché, sont ainsi représentées par 2 types d'instruments présentant les caractéristiques suivantes :

- Des obligations subordonnées perpétuelles (« AT1 » ou « Additional Tier One »), émises en juin 2024 pour 225 millions d'euros, éligibles en tant que fonds propres complémentaires de catégorie 1. Les instruments AT1 sont des obligations dont la maturité est perpétuelle, le remboursement s'effectuant, à partir de la 5^{ème} année (via l'exercice d'une option de rachat), à la discrétion de l'émetteur, si ses ratios de solvabilité le permettent et sous réserve de l'accord du régulateur. Le paiement du coupon – 9,25 % - est discrétionnaire. Les obligations AT1 de My Money Group sont cotées sur le marché parisien Euronext.
- Des obligations subordonnées (« Tier 2 »), émises en juillet 2021 pour 100 millions d'euros et éligibles en tant que fonds propres complémentaires de catégorie 2. Ces instruments Tier 2 permettent de renforcer et de diversifier la structure de fonds propres du Groupe pour consolider ses ratios de solvabilité et soutenir le développement de ses activités. L'instrument a également été structuré de sorte à renforcer la solvabilité du Groupe conformément aux règles fixées par la méthodologie de l'agence de notation S&P (Ratio RAC). Le coupon est fixé à 5,25 % l'an. Les instruments Tier 2 de My Money Group sont cotés sur Euronext Paris.

Les coûts de mise en place de ces opérations (initialement supportés par CCF Holding), sont étalés sur une durée de 5 années (call option date).

Les intérêts courus non échus sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Intérêts et commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû conformément à l'application du règlement ANC 2014-07.

Commissions d'apporteurs d'affaires payées d'avance

Des commissions ont été payées d'avance à certains apporteurs en contrepartie de l'apport de dossiers de financement sur une période donnée. Sauf disposition contractuelle contraire, ces commissions payées d'avance font l'objet d'un étalement sur la durée de la convention avec l'apporteur d'affaires.

Engagements pour indemnités de fin de carrière et médailles du travail

SOREFI S.A. octroie à ses salariés des indemnités de fin de carrière (IFC) et de médailles de travail. Des provisions sont comptabilisées au passif du bilan pour couvrir les engagements futurs.

L'évaluation de ces provisions est réalisée annuellement par le cabinet d'actuariat Mercer. Pour déterminer la charge de l'année, les engagements ont fait l'objet d'une actualisation financière au taux de 3,40 % en 2024 contre 3,20 % l'année précédente.

Impôt sur les bénéfices

Depuis le 1^{er} janvier 2018, une intégration fiscale a été mise en place avec la société CCF Holding (ex Promontoria MMB) comme tête de groupe et comme sociétés participantes, My Money Bank, Somafi-Soguafi et Sorefi.

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement marquant n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice ou n'est à venir.

Autres informations

Consolidation des comptes

Les comptes de SOREFI sont consolidés dans le groupe CCF - 103, rue de Grenelle 75007 Paris 820 982 619 R.C.S Paris par la méthode de l'intégration globale.

Contrôle fiscal

SOREFI S.A. ne fait l'objet d'aucun contrôle fiscal en cours au 31 décembre 2024.

Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (Art L511-45 du CMF/Avis CNC N°2009-11) :

En application de l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier, nous vous indiquons que SOREFI n'a pas d'implantation dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative ni dans d'autres Etats ou territoires étrangers. Les informations visées à l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier sont reprises dans les notes annexes aux comptes consolidés de Groupe CCF.

Note 2. – Intérêts produits et charges assimilées

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés		
Opérations avec les établissements de crédit	285	699
Opérations avec la clientèle	21 283	11 099
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	955	-
Produits sur prêts subordonnés	-	-
Sous-total	22 523	11 797
Intérêts et charges assimilés		
Opérations avec les établissements de crédit	-13 353	-120
Opérations avec la clientèle	6 414	-4 855
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	-	-
Charges sur dettes subordonnées	-1 681	-
Sous-total	-8 620	-4 976
Total	13 903	6 822

Note 3. – Produits et charges sur opérations de crédit-bail et locations simples

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Loyers, indemnités et produits divers	83 859	78 713
Reprise de provisions	-	-
Plus-values de cessions	15 556	14 947
Récupérations sur créances amorties	74	4
Reprise des dépréciations créances douteuses	3 577	1 178
Sous-total	103 066	94 842
Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Intérêts et charges assimilées	-1 237	-13 888
Dotation aux amortissements	-73 682	-70 804
Dotation aux provisions	326	-424
Moins-values de cessions	-1 912	-1 219
Pertes sur créances irrécouvrables	-510	-1 361
Dotation des dépréciations créances douteuses	-609	-1 047
Sous-total	-77 624	-88 744
Total	25 442	6 098

Note 4. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Revenu des titres à revenu variable		
Titres de placement et autres titres de l'activité de portefeuille	-	-
Titres de participation et autres titres détenus à long terme	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-
Total	-	-

Note 5. – Commissions produits et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Commissions et produits assimilés		
Opérations avec la clientèle	-1 037	-
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations de change	-	-
Opérations sur titres	-	-
Gestion d'actifs et assurance vie	-	-
Courtage d'assurance	3 918	3 735
Engagement de financement et de garantie	-	-
Prestations de service financier diverses	-	-0
Sous-total	2 882	3 735
Commissions et charges assimilées		
Opérations avec la clientèle	-7 366	-2 140
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Gestion d'actifs et assurance vie	-	-
Engagement de financement et de garantie	-	-
Prestations de service financier diverses	-120	-102
Sous-total	-7 486	-2 242
Total	-4 604	1 493

Note 6. – Gains ou pertes sur opérations sur portefeuilles de titres

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de négociation		
Opérations de change	-	-
Opérations sur instruments financiers	-	-
Sous-total	-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés		
Plus ou moins-value sur cession de titres de placement	-	-
Perte sur détitrisation	-	-
Variation de la provision sur parts des FCT et autres titres	-	-
Sous-total	-	-
Total	-	-

Note 7. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Autres produits d'exploitation bancaire		
Produits liés à l'assurance	2 037	1 653
Prestations intra-groupe & charges refacturées	850	2 943
Produits accessoires	34	73
Transfert de charges	-	-

Reprises de provisions	-	63
Sous-total	2 921	4 733
Autres charges d'exploitation bancaire		
Debt sales	-17 634	-
Cotisation au Fonds de Garantie des Dépôts & Résolution	-	-
Autres	-92	-4
Dotation & reprise de provisions	-	-
Sous-total	-17 726	-4
Total	-14 805	4 729

Note 8. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Charges générales d'exploitation		
Charges de personnel	-12 228	-7 379
Frais de personnel	-10 247	-4 661
Charges de retraite	-213	-352
Autres charges sociales	-1 754	-1 979
Impôts et taxes afférents aux frais de personnel	-15	-72
Participation et intéressements des salariés	-	-315
Autres frais administratifs	-16 067	-16 938
Autres frais administratifs	-13 059	-13 854
Jetons de présence	-	-
Impôts et taxes non afférents aux charges de personnel	-3 009	-3 083
Total	-28 296	-24 316

Effectif moyen de l'exercice

	Exercice 2024	Exercice 2023
Effectif moyen de l'exercice (ETP)		
Techniciens	51	51
Cadres	35	36
Total	86	87

Note 9. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Coût du risque		
Coût du risque sur clientèle	4 110	-3 211
Dotations aux provisions sur créances douteuses	-1 762	-3 005
Reprises sur provisions sur créances douteuses	6 729	1 837
Dotations aux provisions sur la clientèle	-1 059	-1 119
Reprises sur provisions sur la clientèle	113	1 217
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-2 181
Récupérations sur créances amorties	36	40
Actualisation CRC 2005-03	54	-
Décote sur restructurés	-	-
Autres opérations	-232	-
Risque opérationnel	-	-1
Cessions de créances	-	-
Total	3 878	-3 212

Note 10. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Immobilisations financières	-	-
Plus ou moins-values sur titres	-	-
Variation des dépréciations sur titres	-	-
Immobilisations corporelles et incorporelles	19	85
Plus-value	86	115
Moins-value	-67	-30
Variation des dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Total	19	85

Note 11. – Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Impôt sur les bénéfices		
Impôt exigible de l'exercice	-	-
Impôt exigible au titre de redressements sur exercices antérieurs	-	-
Crédit Impôt Mécénat	-	-
Profit d'intégration	-	-
Variation des provisions pour risques	-	-
Total	-	-

Note 12. – Dotations et reprises de FRBG et provisions réglementées

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		
Dotation à la provision pour FRBG	-	-
Reprise de la provision pour FRBG	-	-
Total	-	-

Note 13. – Créances sur les établissements de crédits

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Créances sur les établissements de crédit		
Créances à vue	114 710	169
Créances à terme	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Total	114 710	169

Ventilation par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de l'IEDOM par durée résiduelle		
Créances rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	114 710	169
≤ 3 mois	-	-

Dont prêts subordonnés	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
Dont prêts subordonnés	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
Dont prêts subordonnés	-	-
> 5 ans	-	-
Dont prêts subordonnés	-	-
Total	114 710	169

Note 14. – Créances sur la clientèle

Par type de créances

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Créances sur la clientèle par nature		
Créances sur la clientèle	302 628	165 398
Créances commerciales	-	-
Crédits à l'exportation	-	-
Crédits de trésorerie	302 628	165 398
Crédits à l'équipement	-	-
Crédits à l'habitat	-	-
Autres crédits	-	-
Prêts à la clientèle financière	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	0	0
Valeurs non imputées	-	-
Créances douteuses	5 614	11 371
Dépréciation des créances sur la clientèle	-2 873	-7 894
Total	305 370	168 876

Par qualité d'encours

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Créances sur la clientèle par qualité		
Encours sains	302 628	165 398
Encours douteux (net)	2 741	3 478
Encours douteux (brut)	6 232	11 371
Dont compromis	2 830	7 848
Dépréciation des créances sur la clientèle	-2 873	-7 894
Décote sur encours racheté douteux	-617	-
Total	305 370	168 876
Provisions sur la clientèle inscrite au passif	-3 202	-2 256

Ventilation par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Créances sur la clientèle éligible au refinancement de l'IEDOM par durée résiduelle		
Créances rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Sous-total	-	-

Créances sur la clientèle non éligible au refinancement de l'IEDOM par durée résiduelle		
Créances rattachées	1 147	575
Autres éléments non ventilables	2 985	3 629
≤ 3 mois	20 932	9 173
> 3 mois et ≤ 1 an	66 520	33 721
> 1 an et ≤ 5 ans	198 243	109 864
> 5 ans	15 542	11 914
Sous-total	305 370	168 876
Total	305 370	168 876

Créances à la clientèle par agent économique

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Créances saines	Créances douteuses nettes de dépréciations	Créances saines	Créances douteuses nettes de dépréciations
Sociétés non financières	25 473	431	17 880	423
Entrepreneurs individuels	14 538	214	5 691	170
Particuliers	262 140	2 086	141 775	2 884
Autres agents non financiers	150	-	-	-
Clientèle financière	327	11	53	1
Administrations centrales	-	-	-	-
Total	302 628	2 741	165 398	3 478

Passage du bilan social au bilan financier

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Social	Financier	Social	Financier
Encours nets				
Encours sains	240 156	254 516	228 701	71 617
Immobilisations nettes ou Capital restant dû	239 778	254 141	228 534	71 462
Immobilisation en cours	-	-	-	-
Impayés sains	375	375	155	155
ICNE	4	-	12	-
Encours douteux	3 235	5 598	8 255	10 376
Capital restant dû	-	2 364	-	2 121
Impayés douteux	3 235	3 235	8 255	8 255
ICNE	-	-	-	-
Dépréciations de créances douteuses	-1 423	-2 516	-4 399	-5 238
Sous-total	241 968	257 599	232 557	76 755
Divers				
Marge financière		-16 151		152 215
Loyers perçus d'avance ou Agios perçus d'avance	-4 070	-926	-3 865	-241
Dépréciation de CRD douteux	-55	-95	-89	-126
Complément de provisions	-	-2 583	-	-
Provision pour marge financière négative	-	-	-	-
Total	237 844	237 844	228 603	228 603

Note 15. – Portefeuille de titres de placement et d'investissement

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Portefeuille des titres de placement et d'investissement		
Effets publics et valeurs assimilées	-	-

Titres de placement	-	-
Dépréciation sur titres de placement	-	-
Créances rattachées sur titres de placement	-	-
Titres d'investissement	-	-
Créances rattachées sur titres d'investissement	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	24 250
Titres de placement	-	24 230
Dépréciation sur titres de placement	-	-
Créances rattachées sur titres de placement	-	19
Titres d'investissement	-	-
Créances rattachées sur titres d'investissement	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Titres de placement	-	-
Créances rattachées sur actions et autres titres à revenu variable	-	-
Total	-	24 250

Décotes et surcotes nettes restant à amortir

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Décotes/Surcotes nettes restant à amortir		
Titres de placement		
Décote/surcote	-	-
Titres d'investissement		
Décote/surcote	-	-
Total	-	-

Ventilation par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées par durée résiduelle		
Créances rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Total	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe et variable par durée résiduelle		
Créances rattachées	-	19
Autres éléments non ventilables	-	24 230
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Total	-	24 250

Note 16. – Participations et parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Parts dans les entreprises liées		
Filiales (50 % du capital détenu)	-	-
Valeur brute	-	-
Dépréciation	-	-
Sous-total	-	-

Dont établissements de crédit	-	-
Participations		
Participations (10 à 50 % du capital détenu)	-	-
Valeur brute	-	-
Dépréciation	-	-
Autres Participations (<10 % du capital détenu)	0	0
Valeur brute	0	0
Dépréciation	-	-
Sous-total	0	0
Dont établissements de crédit	0	0
Total	0	0

Note 17. – Opérations de crédit-bail et location simple

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Opérations de Crédit-Bail et location avec options d'achat		
Crédit-Bail - Immobilisations (valeur nette)	227 545	217 588
Immobilisations (valeur brute)	385 287	369 928
Amortissements cumulés	-157 742	-152 339
Crédit-Bail - Dépréciations des encours	-1 032	-1 358
Crédit-Bail - Décote/Encours racheté	-248	-151
Crédit-Bail - Créances saines (valeur nette)	2 130	655
Crédit-Bail - Créances douteuses (valeur nette)	793	1 220
Créances douteuses (valeur brute)	3 022	5 524
Dont compromis	2 615	5 413
Dépréciation des créances	-1 342	-4 304
Décote sur encours racheté douteux	-886	-
Sous-total	229 189	217 953
Opérations de location simple		
Location Simple - Immobilisations (valeur nette)	13 002	12 586
Immobilisations (valeur brute)	22 100	21 925
Amortissements cumulés	-9 098	-9 339
Location Simple - Dépréciations des encours	-124	-130
Location Simple - Décote/Encours racheté	-	-
Location Simple - Créances saines (valeur nette)	2	9
Location Simple - Créances douteuses (valeur nette)	83	182
Créances douteuses (valeur brute)	219	365
Dont compromis	132	134
Dépréciation des créances	-135	-184
Sous-total	12 964	12 646
Total	242 153	230 599

Note 18. – Immobilisations et amortissements

Variation des immobilisations sur la période

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Variations 2024			Au 31/12/2023
	Valeur brute (1)	Acquisitions	Cessions / Sorties	Transferts / Autres	Valeur brute (1)
Immobilisations incorporelles					
Mali de fusion	-	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-	-
Concessions, licences, logiciels et autres	396	-	-	-	396
Sous-total	396	-	-	-	396
Immobilisations corporelles					

Immeubles - Exploitation	-	-	-	-	-
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	-	-
Matériel et mobilier	1 616	184	-209	-	1 641
Autres immobilisations corporelles	807	103	-	-	704
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-
Sous-total	2 423	287	-209	-	2 345
Immobilisations financières					
Titres de placement	-	-	-24 250	-	24 250
Titres d'investissement	-	-	-	-	-
Titres de participation	-	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	0	-	-	-	0
Sous-total	0	-	-24 250	-	24 250
Total	2 819	287	-24 459	-	26 991

(1) Hors créances rattachées

Variations des amortissements sur la période

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Variations 2024		Au 31/12/2023
	Dépréciations ou amortissements cumulés	Dotations	Reprises	Dépréciations ou amortissements cumulés
Immobilisations incorporelles				
Mali de fusion	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-
Concessions, licences, logiciels et autres	-301	-63	-	-238
Sous-total	-301	-63	-	-238
Immobilisations corporelles				
Immeubles - Exploitation	-	-	-	-
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	-
Matériel et mobilier	-1 142	-183	142	-1 101
Autres immobilisations corporelles	-534	-50	-	-484
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Sous-total	-1 677	-234	142	-1 585
Immobilisations financières				
Titres de placement	-	-	-	-
Titres d'investissement	-	-	-	-
Titres de participation	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
Total	-1 978			-1 822

Variation nette des immobilisations

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024			Au 31/12/2023		
	Valeur brute (1)	Dépréciations ou amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute (1)	Dépréciations ou amortissements cumulés	Valeur nette
Immobilisations incorporelles						
Mali de fusion	-	-	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-	-	-
Concessions, licences, logiciels et autres	396	-301	95	396	-238	158
Sous-total	396	-301	95	396	-238	158
Immobilisations corporelles						
Immeubles - Exploitation	-	-	-	-	-	-
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	-	-	-
Matériel et mobilier	1 616	-1 142	474	1 641	-1 101	541
Autres immobilisations corporelles	807	-534	273	704	-484	220
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Sous-total	2 423	-1 677	747	2 345	-1 585	761

Immobilisations financières						
Titres de placement	-	-	-	24 250	-	24 250
Titres d'investissement	-	-	-	-	-	-
Titres de participation	-	-	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	0	-	0	0	-	0
Sous-total	0	-	0	24 250	-	24 250
Total	2 819	-1 978	842	26 991	-1 822	25 169

Note 19. – Autres actifs

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Autres actifs		
Dépôts, avances et cautionnements	26	1 318
Comptes de règlement débiteur sur opérations sur titres	-	-
Fournisseurs débiteurs	-0	-
Personnel	14	2
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes contestés et divers	-	-
Etat et collectivités publiques, IS	-	-
Etat et collectivités publiques, TVA	1 344	1 200
Groupe et associés - IS	-	-
Assurances	-	-
Instruments conditionnels de taux d'intérêts - Achat (Prime Swap / Swaption)	-	-
Apporteurs et partenaires	-	-
Divers	486	819
Divers douteux	4	-
Total	1 873	3 338

Note 20. – Comptes de régularisation (actif)

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Comptes de régularisation (ACTIF)		
Valeurs reçues à l'encaissement	-	-
Compte d'ajustement sur devises	-	-
Pertes potentielles sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	-	-
Charges à répartir	158	308
Charges constatées d'avance	91	73
Produits à recevoir	1 979	1 700
Assurances & partenaires	821	751
Produits financiers à terme	-	-
Autres	1 159	948
Comptes de régularisation divers	7 885	93 863
Impôt différé - prêts à taux zéro	-	-
Autres	7 885	93 863
Total	10 114	95 944

Note 21. – Dettes envers les établissements de crédit

Dettes envers les établissements de crédit par nature

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit		
Dettes à vue	113 493	28 028
Dettes à terme	493 773	250 033
Total	607 266	278 061

Ventilation des dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit par durée résiduelle		
Dettes rattachées	10 773	2 533
Autres éléments non ventilables	113 493	28 028
≤ 3 mois	-	20 000
> 3 mois et ≤ 1 an	40 000	119 500
> 1 an et ≤ 5 ans	443 000	108 000
> 5 ans	-	-
Total	607 266	278 061

Note 22. – Dettes envers la clientèle

Dettes envers la clientèle par nature de dette

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes envers la clientèle		
Comptes ordinaires créditeurs	-	-
Comptes d'épargne à régime spécial	-	-
A vue	-	-
A terme	-	-
Autres dettes envers la clientèle	200	239
A vue	200	239
A terme	-	-
Dettes à terme avec clientèle financière	-	181 766
Total	200	182 004

Ventilation des dettes clientèle par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes envers la clientèle par durée résiduelle		
Dettes rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	168	636
≤ 3 mois	-	1 035
> 3 mois et ≤ 1 an	23	4 443
> 1 an et ≤ 5 ans	9	156 298
> 5 ans	-	19 592
Total	200	182 004

Note 23. – Dettes représentées par titre

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes représentées par un titre		
Emprunts obligataires	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Total	-	-

Ventilation des dettes représentées un titre par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes représentées par un titre par durée résiduelle		
Emprunts obligataires	-	-
Dettes rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Dettes rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Total	-	-

Note 24. – Autres passifs

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Autres passifs		
Dépôts, avances et cautionnements	-	-
Dépôts de garantie reçus sur locations (CB)	32	32
Fournisseurs	145	94
Opérations de crédit-bail et location simple	-	-
Personnel - divers	768	770
Personnel - participation des salariés & intéressement	69	400
Sécurité sociale et organismes sociaux	754	619
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes & divers	352	250
Etat et collectivités publiques, IS	-	-
Etat et collectivités publiques - TVA	1 016	1 093
Groupe et associés - IS	-	-
Assurances & assistance	728	751
Frais de recouvrement	-	-
Apporteurs & partenaires	-	1 920
Divers	4 612	2 529
Total	8 476	8 458

Note 25. – Comptes de régularisation (passif)

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Comptes de régularisation (passif)		
Compte d'ajustement sur devises	-	-
Gains sur contrats de couverture d'IFT	-	-
Gains potentiels sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	-	-
Gains à étaler sur contrats de couverture d'IFT dénoués	-	-
Produits constatés d'avance	4 070	3 860
Opérations de crédit	-	-
Opérations de crédit-bail et location	4 070	3 860
Produits financiers autres	-	-
Etalement du prêt à taux 0 %	-	-
Divers	0	-
Charges à payer	6 328	2 326
Charges financières - Autres	-	-

Commissions et points fidélités	-	-
Refacturation groupe	-	-
Comptes de régularisation divers	6 328	2 326
Total	10 398	6 186

Note 26. – Provisions pour risques et charges

Provisions bancaires et non-bancaires

Provisions bancaires et non-bancaires (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Variations 2024		Au 31/12/2023
	Provisions	Dotations	Reprises	Provisions
Provisions non-bancaires				
Charges de retraite complémentaire	143	-	-171	314
Redressements fiscaux	-	-	-	-
Divers non-bancaire	4 971	6 756	-2 013	228
Sous-total	5 114	6 756	-2 184	542
Provisions bancaires				
Risques sur engagements hors-bilan	232	232	-	-
Sur la clientèle	3 202	1 059	-113	2 256
Litiges clients	-	-	-	-
Epargne logement	-	-	-	-
Sous-total	3 434	1 291	-113	2 256
Total	8 549	8 047	-2 297	2 799

Principales dépréciations déduites de l'actif

Principales dépréciations déduites de l'actif (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Variations 2024		Au 31/12/2023
	Dépréciations cumulées	Dotations	Reprises	Dépréciations cumulées
Titres et participations	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Participations	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	-
Créances	2 873	1 851	-6 872	7 894
Etablissements de crédit	-	-	-	-
Clientèle	2 873	1 851	-6 872	7 894
Crédit-bail	2 375	283	-3 571	5 662
Créances douteuses	1 342	609	-3 571	4 304
Immobilisations	1 032	-326	-	1 358
Locations simples	259	23	-78	314
Créances douteuses	135	23	-72	184
Immobilisations	124	-	-6	130
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Autres actifs	-	-	-	-
Total	5 248	2 134	-10 443	13 556

Note 27. – Dettes subordonnées

Par type d'emprunt subordonnés

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes subordonnées		
Emprunts subordonnés	11 000	11 000

Emprunts subordonnés à durée indéterminée	9 000	11 000
Dettes rattachées	169	275
Total	20 169	22 275

Ventilation des dettes subordonnées par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dettes subordonnées par durée résiduelle		
Dettes rattachées	169	275
Autres éléments non ventilables	9 000	11 000
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	11 000
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	11 000	-
Total	20 169	22 275

Note 28. – Capitaux propres

Détail des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Capitaux propres hors FRBG		
Prime d'apport	-	-
Capital souscrit appelé	8 156	8 156
Capital souscrit non-appelé	-	-
Primes d'émission	22 593	22 593
Réserve légale	816	816
Autres réserves	119	119
Provisions réglementées et subventions d'investissements	-	-
Report à nouveau	-7 371	979
Acomptes sur dividende	-	-
Résultat en instance d'approbation	-	-
Résultat de l'exercice	-4 308	-8 350
Total	20 004	24 313

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dividende	-	-
Nombre d'actions existantes	543 719	543 719

(En euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Quote-part de chaque action dans les capitaux propres	36,79	44,72
Résultat par action	-7,92	-15,36
Dividende net attribué à chaque action	-	-0,00

Evolution des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2023
Capitaux propres	24 313

(En milliers d'euros.)	Variations 2024
Résultat de la période	-4 308
Emission liée aux options de souscription d'actions	-
Augmentation de capital	-

Acompte sur dividendes	-
Autres	-
(En milliers d'euros.)	
Au 31/12/2024	
Capitaux propres	20 004

Proposition d'affectation du résultat

(En milliers d'euros.)		Au 31/12/2024
Avant affectation du résultat		
Report à nouveau		-7 371
Résultat de la période		-4 308
Proposition d'affectation du résultat (1)		
Dividendes		-
Réserve légale		-
Autres réserves		-
Report à nouveau		-4 308
Après affectation du résultat (1)		
Dividendes		-
Réserve légale		-
Autres réserves		-
Report à nouveau		-11 679
<i>(1) Sous réserve de l'approbation de l'AG</i>		

Note 29. – Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

(En milliers d'euros.)		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Actif			
Créances sur les établissements de crédit		114 710	169
Dont entreprises liées		114 710	-
Dont prêts subordonnés		-	-
Dont participations		-	-
Créances sur la clientèle		305 370	168 876
Dont entreprises liées		0	0
Dont participations		-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe et variable		-	24 250
Dont entreprises liées		-	24 250
Dont participations		-	-
Total		420 080	193 294
Passif			
Dettes envers les établissements de crédit		607 266	278 061
Dont entreprises liées		607 147	278 061
Dont participations		-	-
Comptes à vue créditeurs de la clientèle		200	239
Dont entreprises liées		-	-
Dont participations		-	-
Comptes à terme créditeurs de la clientèle		-	181 766
Dont entreprises liées		-	181 766
Dont participations		-	-
Dettes représentées par un titre		-	-
Dont entreprises liées		-	-
Dont participations		-	-
Dettes subordonnées		20 169	22 275
Dont entreprises liées		20 169	22 275
Dont participations		-	-

Total	627 635	482 340
-------	---------	---------

Produits et charges de l'exercice sur prêts et emprunts subordonnés

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Produits de l'exercice sur prêts subordonnés	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Charges de l'exercice sur emprunts subordonnés	-1 681	-1 553
Dont entreprises liées	-1 681	-1 553
Dont participations	-	-
Total	-1 681	-1 553

Note 30. – Détail des intérêts (bilan)

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Intérêts à recevoir		
Créances envers les banques centrales	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	1 150	577
Immobilisations financières	-	19
Comptes de régularisation actif	-	-
Total	1 150	597
Intérêts à payer		
Dettes envers les banques centrales	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	10 773	2 533
Comptes créditeurs de la clientèle	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes subordonnées	169	275
Comptes de régularisation passif	-	-
Total	10 942	2 808

Note 31. – Résultat des cinq derniers exercices

(En euros.)	2020	2021	2022	2023	2024
Capital en fin d'exercice					
Capital social	8 155 785	8 155 785	8 155 785	8 155 785	8 155 785
Nombre des actions ordinaires existantes	543 719	543 719	543 719	543 719	543 719
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	91 114 240	105 709 554	107 852 726	110 369 082	128 250 040
Résultat avant impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-4 081 520	2 990 324	2 246 124	-7 701 070	-4 010 923
Impôt sur les bénéfices	-	-	655 053	-	-
Participation et intéressement des salariés dus au titre de l'exercice	-	-	373 597	-	-
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-4 409 283	2 513 800	1 356 879	-8 350 099	-4 308 360
Résultat distribué	-	-	-	-	-
Résultats par action					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	-7,51	5,50	1,72	-14,16	-14,81
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	2,79	-8,11	4,62	2,50	-7,92
Dividende et attribué à chaque action	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	98	96	94	87	86
Montant de la masse salariale de l'exercice	5 099 236	4 779 751	4 817 681	4 661 339	10 247 069
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	2 401 010	2 203 807	2 263 306	2 330 214	1 966 887

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Réunionnaise de Financement – SOREFI S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Estimation au titre du risque de crédit des dépréciations des créances clients

Votre société constitue des dépréciations pour couvrir le risque de crédit inhérent à ses activités. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société SOREFI S.A. décrite dans le paragraphe « Dépréciations » de la note 1 de l'annexe aux comptes sociaux, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondage, l'application de cette approche.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise
relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les commissaires aux comptes,
Paris La Défense et Paris, le 13 mai 2025

KPMG S.A.
Nicolas Bourhis
Associé

RSM PARIS
Sébastien Martineau
Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.